# Debout les socialistes pour l’Europe

# Une Europe plus solidaire faisant face aux enjeux de demain

Premiers signataires Mathieu GITTON, José MUÑOZ et Sylvain THIALON

Nos valeurs, issues de tant de luttes et de combats, pour la liberté, l’égalité, la fraternité, la laïcité, ne doivent plus être remises en question, cachées ou mise à l’écart de quelconques tractations. Le Gouvernement de Poutine vient publiquement de dénoncer ses « valeurs occidentales », entrant ainsi dans le club mondial et « non aligné » où la démocratie et la laïcité n’ont pas leur place, mais elles rendent nécessaires une Europe plus forte, plus agile, plus sûre d’elle et qui ose influencer l’état du monde pour le bien-être humain. Or, force est de constater que face aux crises économiques et financières, écologiques, énergétiques, sanitaires, géopolitiques, migratoires ou militaires, les réponses européennes relèvent d’abord de dispositifs d’urgence. Cette stratégie conduit à une double impasse : face aux crises il est toujours trop tard, et avant les crises les règles européennes rendent difficiles le développement de la résilience et le déploiement d’actions préventives.

Face aux climato-sceptiques et aux lobbys des multinationales, nous devons porter le combat mondial contre le réchauffement climatique, soutenir continuellement, voire le dépasser, le traité de Paris de 2015 et prôner de nouveaux modèles de développement et de progrès durable et faible en énergie. Face aux égoïsmes des Etats, à la remise en cause de l’ordre international défini depuis 1945, à la glorification de la loi du plus fort, nous affirmons le caractère indispensable des institutions multilatérales. Face aux comportements hégémoniques et maintenant à la guerre, nous voulons, continuellement, travailler au respect mutuel et à la résolution des conflits par des voies pacifiques. Face à la négation de l’autre, nous promouvons la pluralité culturelle et le multilinguisme, sources d’accueil, de compréhension et d’enrichissement, autour d’une politique de migrations, des allers et des retours, intelligente. Car la majorité des migrations se font dans la douleur et l’objectif majoritaire de tous migrants est de retourner dans le pays qui l’a vu naître.

A nous, Européens d’instaurer une politique de migrations qui prépare les peuples, en toute indépendance, à leurs retours, au travers de l’éducation, de l’université, de la formation tout au long de la vie. Cela impliquera des relations bilatérales avec les pays où la migration qu’elle soit économique, sanitaire, écologique, politique et diplomatique, permettent un jour, le retour en toute liberté, sur des terres pacifiées, démocratiques, sainement réinvesties et écologiquement revivifiées. Modifier les règles européennes pour rendre possible la résilience et la préparation aux crises, afin de mieux protéger les citoyens européens et les forces vivent de nos jeunes entreprises, doit être au cœur de notre orientation. A l’illusion de la mondialisation heureuse a succédé la reconstitution, elle bien réelle, de blocs plus antagonistes que coopératifs : l’Union européenne (UE) est l’un d’eux et doit, sans cynisme mais sans naïveté l’assumer. Il y a urgence à refonder l’Europe !

« Soyons la même république, soyons les États-Unis d’Europe, soyons la fédération continentale, soyons la liberté européenne, soyons la paix universelle ! » Discours à l’Assemblée nationale le 1er mars 1871. - Victor Hugo

## REFONDER L’EUROPE SOLIDAIRE

La crise sanitaire puis l’arrivée de la guerre à nos frontières ont montré que l’Europe, à la lisière du chaos, finissait par réagir face à l’urgence, en prenant dans le cadre des traités actuels, des mesures refusées jusque-là. L’abandon de l’austérité, au moment si difficile où régnait le « corona », avec le lancement d’un emprunt communautaire, rappelle que la construction européenne n’est pas ultralibérale par construction mais parce que la majorité des Etats-membres l’étaient. Nous voulons une Europe consciente des rapports de force et sachant en jouer mais aussi attentive à promouvoir ses valeurs, à protéger ses populations et à accroitre les solidarités, au moment où nous voyons de nombreux citoyens européens faire le choix de gouvernements d’extrême droite.

Avec les pays européens, la solidarité doit s’exprimer aussi avec ceux qui souhaitent entrer dans l’Union européenne. Ceux-ci doivent adhérer aux valeurs de l’Europe, respecter l’état de droit et accomplir les réformes demandées par le processus d’adhésion. Aussi, les pays européens doivent cesser de multiplier les manœuvres dilatoires sous peine de voir se développer à nos frontières, au mieux une instabilité chronique et au pire des régimes autoritaires antieuropéens. Si dans quelques années nous sommes 31, 33 ou 35, nous ne pourrons plus avoir les mêmes règles de fonctionnement et nous demandons que l’UE se détermine sur ce sujet.

La solidarité s’exprime enfin avec nos voisins immédiats. Nous devons redéfinir nos relations de co-développement avec les pays de notre environnement au Proche-Orient, autour de la Méditerranée, en Afrique. Il est anormal d’avoir créé l’Union pour la Méditerranée et la Délégation Européenne au Parlement Européen de l’Euro Méditerranée, sans une politique active de soutien et de résultats de ces deux entités. C’est le cas également concernant la Fondation Ana Lindh dont le siège est à Alexandrie en Egypte.

* La définition d’objectifs ambitieux, équitablement partagés et allant plus loin que nos engagements internationaux sont à la fois une nécessité et une opportunité pour développer une nouvelle économie, créatrice d’emplois et plus en accord avec la nature, donc avec le bien-être humain.

Nos Institutions Culturelles au travers de l’Europe et dans le Monde ont été des phares de libertés, d’acceptations des cultures et des établissements d’enseignements primaires, secondaires et universitaire reconnues et recherchées sur toute la planète. Ces pôles ont formé les élites de nombreux pays, par leur qualité d’enseignement laïque et sans contrainte locale.

* Il est essentiel de revoir les budgets et le développement de ces ambassadeurs de la formation universelle. Le Projet Erasmus initialement prévu pour l’Europe et les Européens doit sortir de son périmètre et s’ouvrir au monde entier.

Le financement de l’Union européenne est aujourd’hui tributaire des contributions des pays membres. Certains érigent en priorité absolue la diminution de leur contribution. La paralysie, qui en résulte, affaiblit l’Union devant les crises. Face à la montée des inégalités et au changement climatique, face à la pandémie et à ses conséquences économiques et sociales, face aux enjeux de solidarité et d’investissement, face à la guerre à nos frontières, l’Europe doit se doter d’un ensemble de plans d’action et d’objectifs, acceptés par les Etats comme des défis communs, et pour lesquels des ressources propres sont indispensables.

* La chape de l’austérité ne peut être le modèle du monde d’après. Les critères rigides du Pacte de stabilité et de croissance sont aujourd’hui caducs.
* Mise en place de nouveaux objectifs qui s’appuieront sur des indicateurs plus globaux que le PNB, tel que l’IDH (Indice de Développement Humain), prôner par le PNUD qui prendront en compte la soutenabilité environnementale, le bien-être, la qualité de vie, l’utilisation des ressources, les inégalités, la qualité des emplois, l’accueil et l’intégration des immigrés et l’appui de l’Europe pour leurs retours sur leurs terres pacifiées…
* S’y ajoute : l’indice de développement de genre (IDG), qui permet de comparer l’IDH des femmes et des hommes ; l’indice d’inégalité de genre (IIG), qui se concentre sur l’autonomisation des femmes ; l’IDH ajusté aux inégalités (IDHI) dont le calcul tient compte de l’étendue des inégalités ; l’indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), qui permet de mesurer différents aspects de la pauvreté à l’exclusion du revenu.
* Les nouveaux Etats Européens en cours d’homologation, notamment ceux des Balkans et ceux des Etats de l’Est de l’Europe qui viennent d’être menacés par la Russie, dont l’Ukraine, sont le pivot de ce réexamen en profondeur des statuts de l’U.E., contre cette position ingérable aujourd’hui à 27 Etats et plus qui rend caduque, les dispositions initiales d’unanimité des Directives depuis le Traité de Rome.
* L’élargissement des compétences communautaires dans le domaine de la santé, les réflexions en cours sur une modification radicale du cadre régissant l’énergie, l’annonce de protection de certains domaines industriels maintenant qualifiés de stratégiques, le doublement si longtemps attendu du budget de la culture, la proposition allemande d’un plan Made in Europe 2030, les discussions en cours sur la défense sont autant d’avancées sur un chemin qui offrira à nos concitoyens de meilleures protections dans un monde redevenu dangereux. Elles montrent aussi la capacité de l’UE à se remettre en question.

Alors que les migrations liées aux conflits ou aux catastrophes climatiques explosent, l’UE doit être capable d’améliorer l’asile, la gestion et l’intégration des migrants.

* Cela passe d’abord par un renforcement du rôle de l’UE dans la prévention des migrations : afin de s’attaquer aux causes profondes (y compris le changement climatique), il est nécessaire de soutenir, au moyen d’accords de partenariat justes et équitables, le développement économique et social des pays situés en dehors de l’UE et à partir desquels il existe un afflux important de migrants. Il est aussi essentiel de renforcer les responsabilités, le rôle et la transparence de Frontex, l’agence européenne de surveillance des frontières disposant aujourd’hui d’un budget conséquent (460 M€) pour une efficacité relative et une action marquée par des abus au détriment des populations en détresse.
* Cela passe aussi par une réforme du régime d’asile européen sur la base des principes de solidarité et de partage équitable des responsabilités : il s’agit d’adopter des règles communes sur les procédures d’examen des demandes de protection dans les États membres, appliquées de manière uniforme à tous les demandeurs d’asile, de réviser le « système de Dublin » pour garantir la solidarité et le partage équitable des coûts et responsabilités (y compris la répartition des frais liés à l’asile) et de proposer la création d’une Agence Européenne de l’Asile disposant d’antennes dans chaque État membre qui examineront les demandes et garantiront aux demandeurs une application identique du droit d’asile quel que soit le territoire.
* Enfin, il convient d’améliorer les politiques d’intégration dans les Etats membres, en veillant notamment à ce que tous les demandeurs d’asile et réfugiés participent à des cours et activités de langue et d’intégration, ainsi qu’à des formations professionnelles, durant le temps d’examen de leur demande de résidence.

## REFONDER LE PROJET ENVIRONNEMENTAL EUROPÉEN

L’environnement apparaît comme une cause en quête de champion alors que l’Europe demeure en quête de cause. Or celle-ci paraît la mieux placée pour prendre l’initiative.

* Lancer un grand projet d’investissement pour le climat au niveau européen, dans la continuité des accords de la COP 21, dans les domaines de l’environnement, de l’agroécologie, des sciences sociales, des sciences du vivant, de l’aide au développement soutenable, etc.). Il permettra de contribuer à la transition énergétique et climatique en mettant en œuvre, grâce à la création monétaire, un système de subventions directes de la Banque Centrale européenne pour financer les économies d’énergie des particuliers et des PME, en taxant les produits et services nuisibles au climat et en pénalisant les importations venant de pays qui ne mettent pas en œuvre les accords de la COP21
* Il faut remettre l’agriculture et la pêche, au cœur du débat sociétal, reconnaitre son rôle fondamental dans la lutte climatique et la reconquête de la biodiversité, ce qui nécessite, notamment de changer profondément la PAC, et les quelques avancées du domaine halieutique européen, tout en refusant leur renationalisation